

L'Internationaliste



“Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !”

N° 176 - juin 2017 - 2 euros

Le gouvernement Macron déclare la guerre aux travailleurs



**Contre le gouvernement Macron et ses ordonnances
Tous devant l'Assemblée Nationale le 19 juin**

Lutte des classes
7 et 8 mai 2017 : La politique d'E. Macron rejetée dans les urnes... et dans la rue
PAGE 5

Dernières colonies
Guadeloupe : Justice pour les victimes du massacre de mai 1967
PAGE 8

International
Brésil : Dehors Temer !
À bas les réformes !
Grève générale maintenant !
PAGE 10

Section française de l'Unité Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (UIT-QI)



Groupe Socialiste Internationaliste
Unité Internationale des Travailleurs



<http://www.gsi-uitqi.org>

Le gouvernement Macron déclare la guerre aux travailleurs



La 5e République antidémocratique démontre une fois de plus son caractère bonapartiste. Ainsi le président le plus mal élu de l'histoire de la 5e République, et son gouvernement de technocrates au service de la bourgeoisie et de son monde totalitaire, ont décidé de nous déclarer la guerre totale.

Comptant sur la complicité des directions syndicales fédérales et confédérales bureaucratiques qui refusent de rompre le soi-disant dialogue social et la trêve sociale en appelant à la mobilisation générale, le gouvernement se prépare à

passer en force avec ses ordonnances pour liquider le code du travail.

Prévoyant, il durcit déjà son arsenal répressif contre les travailleurs, les jeunes, les syndicalistes de classes, qui oseront se révolter.

Et, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, il se prépare à constitutionnaliser un état d'exception permanent.

Ainsi, d'après *Le Monde*, « toutes les mesures emblématiques du régime d'exception" - assignations à résidence, perquisitions administratives, fermeture de lieux de culte... - seront en réalité retranscrites dans le

droit commun, avec quelques modifications marginales ».

C'est dans ce contexte de mobilisation et de résistance permanente des travailleurs et des jeunes que se déroulent les élections législatives.

Nous le disons clairement, nous n'avons rien à attendre de ces élections qui ne sont qu'une mascarade électorale de plus qui visent à faire taire et à canaliser dans une voie sans issue, ceux qui luttent et tentent de s'organiser en toute indépendance de classe au quotidien.

Aucun de ceux qui disent défendre les travailleurs n'osent avancer vers la rupture avec l'état bourgeois et ses institutions, tous – nous disons bien tous – tablent sur la stabilité institutionnelle et sur la...survie de leur appareils politiques.

D'ailleurs, les exploités et les opprimés se préparent une fois de plus à rejeter par l'abstention massive, de classe et de masse ce gouvernement et tous les partis institutionnels.

En réalité, ces élections et le nombre sans précédent de candidats et de listes, sont le reflet de la crise de décomposition sans précédent du régime et de ses partis.

Le Figaro lui même titrait déjà le 9 juin dans un article « Entre indifférence et lassitude, l'étrange campagne des législatives ».

C'est que malgré tout l'arsenal médiatique, malgré les menaces, insultes et chantages contre

les millions qui s'abstiennent et se mobilisent, ils n'ont pas réussi à nous faire taire, et surtout ils n'ont pas réussi à faire taire les grèves.

Nous sommes fiers d'avoir défendu l'indépendance de classe de nos syndicats et organisations, en appelant à une abstention militante, lors des présidentielles.

Aujourd'hui, à l'occasion de ces législatives, nous réitérons notre appel à l'abstention militante.

Nous appelons à la mobilisation permanente des travailleurs et des jeunes pour avancer vers la grève générale.

Unité ! Unité contre ce gouvernement et ses ordonnances ! C'est là tout le sens de notre participation déterminante au premier tour social et au Front Social !

Tous devant l'Assemblée Nationale le 19 juin à 19h !



L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste - Section Française de l'Unité Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (GSI-UITQI) publié par l'association loi 1901 APLIDO c/o AGECA service boîte postale 177, rue de Charonne 75011 Paris (adresse pour toute correspondance) Courrier électronique (E-mail) : contact@gsi-uitqi.org Site Web : <http://www.gsi-uitqi.org/> Clôture rédactionnelle le lundi 4 juin 2017 - Directeur de la publication : Julien FLAMBEAUX - Infographie : Julinho Dépôt légal à la parution : ISSN N° 2268 - 0705 Imprimé par COREP - 89 Rue de Tolbiac 75013 Paris - France

Revue de Presse Sociale

« La lutte de classe est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu » K. Marx

Par Denis

Encore bien des mouvements de grève et des mobilisations de masse se sont déroulés dans le courant du mois de mai. Malgré les déclarations triomphalistes des économistes officiels et des politiciens bourgeois sur la prétendue reprise économique, la réalité endurée par les travailleurs et les jeunes est là.

Les conditions de travail se détériorent, le chômage et la pauvreté augmentent. Bref, loin d'être derrière nous, la crise du capitalisme s'approfondit. Et les travailleurs ne se laissent pas faire.

Les crises les plus aiguës se situent actuellement au **Brésil** et au **Venezuela**, où des dizaines voire des centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues au cours des dernières semaines

Ils exigent la démission de leurs gouvernements respectifs, hautement corrompus et qui appliquent des mesures anti-ouvrières et anti-démocratiques pour garantir l'ordre capitaliste.

A la fin du mois de mai, les habitants d'Al Hoceïma, dans le **Rif marocain**, sont massivement descendus dans les rues pour dénoncer la politique économique du gouvernement et pour exiger une amélioration de leurs conditions de vie.

De nombreux rassemblements ont eu lieu dans d'autres villes et d'autres régions du Maroc, en solidarité avec la mobilisation., mais ont été violemment réprimés par le régime. Ces mobilisations sont un nouvel écho des révolutions arabes, qui sont loin d'être achevées.

En **Grèce**, plusieurs dizaines de milliers de

personnes ont défilé dans les rues d'Athènes et de Thessalonique pour dénoncer de nouvelles mesures d'austérité que le gouvernement Syriza de « gauche radicale » a fait approuver pour respecter ses engagements auprès des créanciers internationaux.



Au cours de l'été 2015, le premier-ministre avait foulé aux pieds le vote des Grecs qui avaient refusé de se plier aux exigences de l'Union Européenne et du FMI.

Cette situation a au moins deux mérites. Premièrement, elle montre le vrai visage de Tsipras et de Syriza, cette prétendue gauche radicale qui veut à tout prix que la Grèce reste dans l'UE quoi qu'il en coûte au peuple grec.

Deuxièmement, elle indique que la situation grecque et plus largement la situation économique et financière européenne peut s'effondrer à nouveau. Rien n'est réglé, les travailleurs et les jeunes auront le dernier mot !

En **Espagne**, près de 200 000 personnes ont participé dans les rues de Madrid, à une « Marche pour la dignité » dont l'objectif était de dénoncer les conséquences de l'austérité et la « réforme » du Code du Travail mise en place en 2012 par le

gouvernement Rajoy (cette contre-réforme a grandement inspiré la loi El Khomri).

Alors que le gouvernement espagnol se targue d'avoir créé 1,5 millions d'emplois depuis 2013 grâce à cette réforme, les manifestants dénoncent l'explosion de la

précarité, des bas salaires et des conditions de travail misérables. Les manifestants ont défilé derrière une banderole réclamant « **pain, travail, toit et égalité** ».

En **Croatie**, plus de 20 000 personnes, dont de nombreux enseignants et étudiants, ont manifesté à Zagreb contre la politique en matière d'éducation du gouvernement conservateur.

Ils dénoncent notamment la cléricisation de l'enseignement. Les manifestants réclament aussi la démission du ministre de l'éducation, Pavo Barišić, accusé de plagiat.

L'office national des statistiques britanniques a publié, le 30 mai, les chiffres officiels (donc largement sous-estimés) relatifs aux journées de grève pour l'année 2016.

Au cours de cette année, 322 000 jours de grèves ont été observés, soit près du double du chiffre relevé un an auparavant. La grève des médecins internes a

Sommaire

- **Édito**
 - Le gouvernement Macron déclare la guerre aux travailleurs p.2
- **Lutte des classes**
 - Revue de presse sociale p.3
 - 1er mai : manifestation et rassemblements sous le signe de l'indépendance de classe p.4
 - 7 et 8 mai 2017 : la politique d'E. Macron rejetée dans les urnes... et dans la rue ! p.5
 - Interview de Tarik, assistant d'éducation, et d'Albelle, journaliste p.6
 - Relaxe et amnistie pour les 2028 militants réprimés p.6
- **Jeunesse**
 - Sur les facts, l'abstention militante : un levier pour la mobilisation ! p.7
- **Dernières colonies**
 - Guadeloupe : justice pour les victimes du massacre de mai 67 .. p.8
- **International**
 - Cent ans de la Révolution Russe (5) Révolution et contre-révolution p.9
 - Brésil : Dehors Temer ! À bas les réformes ! Grève générale maintenant ! p.10
 - Assez de famine et de répression au Venezuela p.11



correspondu à 130 000 jours de grèves.

Les grèves ont également été nombreuses dans les transports ferroviaires et dans l'éducation. A l'époque nous avons mentionné qu'il s'agissait de la plus importante grève qu'ait connue le système de santé britannique depuis la 2e Guerre Mondiale. En tout, 154 000 travailleurs ont pris part à ces actions de grève.

Le niveau de conflictualité reste élevé au **Royaume-Uni**. Dans les prochaines semaines de nouvelles grèves ont été votées par les travailleurs de British Airways, par les cheminots de la Southern Rail et par les employés de la Banque d'Angleterre.

Les infirmières du NHS (service public de santé) ont aussi voté en faveur de la première grève de leur histoire, qui doit avoir lieu cet été. Les revendications salariales sont au centre des préoccupations des travailleurs.

En **Italie**, ce sont les transports qui sont à la pointe de la contestation contre les politiques d'austérité. À la fin du mois de mai, une partie des travailleurs de la compagnie aérienne Alitalia s'est mis en grève.

Ils protestent contre

une mesure de chômage technique. 200 vols ont été annulés. Le 16 juin prochain, c'est l'ensemble des travailleurs des transports du pays qui sont appelés à cesser le travail.

En **France**, malgré le fait que la bourgeoisie et les bureaucraties syndicales aient redoublé d'effort pour que la période électorale ne soit pas perturbée par des mouvements sociaux, force est de constater qu'elles n'ont pas atteint leur objectif.

Le mouvement de fond de la classe ouvrière qui se traduit depuis plusieurs mois par des centaines de grèves journalières sur les salaires, les conditions de travail, contre les suppressions de postes, s'est poursuivi au cours du mois de mai.

À la fin du mois de mai, le gouvernement Macron-Philippe, avant même que les élections législatives n'aient lieu, a dû affronter son premier conflit social d'ampleur.

Pendant 6 jours, à l'appel de la CGT Transports, les chauffeurs routiers de matières dangereuses ont cessé le travail pour exiger un élargissement de leur Convention Collective, une augmentation de leur salaire horaire de 9,5 euros de l'heure à 13,5 euro, une limitation du

temps maximal de travail, une augmentation du temps de repos obligatoire.

Toutes ces revendications s'opposent frontalement à la déréglementation et aux lois Macron et El Khomri. En quelques jours, plus de 1000 stations service, surtout situées en Île-de-France, ont été en rupture de stock partiel ou total. Et ce n'est qu'un petit avant-goût de ce qui attend Macron et ses comparses sur le terrain social et politique.

En Haute-Garonne, les syndicats CGT Educ'action, SNES-FSU, SNUipp-FSU et SNFOLC- FO ont organisé la première grève dans le premier et le second degré de l'éducation contre le gouvernement Macron, pour réclamer des créations de postes.

À cette occasion, les syndicats ont dénoncé l'annonce faite par Macron du dédoublement des classes de CP en zone Rep+, car ce dispositif se fait sur la base du redéploiement de certains enseignants et non de la création de postes. Un rassemblement a eu lieu devant le rectorat de Toulouse et une délégation a été reçue.

La liste des grèves en cours et à venir est longue : les

pompier d'Ille-et-Vilaine et de Moselle sont en grève pour exiger des moyens supplémentaires. Dans de nombreuses collectivités territoriales (comme par exemple à Châtellerauld), les agents cessent le travail, pour dénoncer la détérioration de leurs conditions de travail entraînée par l'application des lois de décentralisation.

Dans le commerce, des débrayages ont été organisés contre la travail du dimanche. C'est le cas de plusieurs hypermarchés de la région toulousaine où les travailleurs se sont mobilisés. Et on pourrait multiplier ces exemples de grève dans les transports, à la poste, dans l'industrie, dans les hôpitaux etc.

Face à cette situation, ce dont les travailleurs ont besoin c'est que les directions nationales des syndicats prennent leurs responsabilités et construisent immédiatement le rapport de force dans la rue contre le gouvernement Macron-Philippe qui a décidé de liquider le code du travail par ordonnances. Il faut rompre avec le prétendu dialogue social et retourner aux fondamentaux de la lutte des classes.

1er mai : manifestations et rassemblements sous le signe de l'indépendance de classe

Par Griselda

Le lundi 1er mai, nous étions nombreux à manifester dans les rues de Paris pour rejeter le Front Républicain et la collaboration de classe. 280 000 personnes, dont 80 000 à Paris (selon les estimations de la CGT), ont manifesté dans toute la France, soit le double de manifestants que l'année précédente en plein mouvement pour le retrait de la loi Travail.

Abstention active et militante ...



Le Front Républicain s'est constitué très vite autour des partis institutionnels (LR, PS et PCF) et des directions confédérales. Laurent Berger

secrétaire général de la CFDT a appelé à voter E. Macron sans équivoque, pendant que les directions de Solidaires et de la CGT, appelaient à "faire

barrage au FN" dans les luttes... et surtout dans les urnes.

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière, a maintenu l'absence de consigne de vote, arguant de manière très opportuniste l'indépendance des syndicats vis-à-vis des organisations politiques.

Lutte Ouvrière et la direction du NPA ont également refusé de donner une consigne de vote, sous couvert du fait qu'il s'agissait d'une décision "personnelle", et que les travailleurs et les jeunes

ne devaient pas être "infantilisés". Pour ces organisations, le vote Macron ou l'abstention étaient équivalentes et relevaient de "choix personnels".

En ce sens nous saluons les prises de positions du syndicat Info-Com CGT "*Ni Peste, ni choléra, résistance*", celle de la fédération de la Chimie "*Ni Peste, ni choléra, Mobilisation ! NON, notre choix n'est pas entre la chaise électrique et une injection létale*".

Nous saluons également les prises de positions de dirigeants syndicaux tels que Reynald Kubecky, co-secrétaire de l'UL CGT du Havre, ou Matthias Dupuis secrétaire de l'UL de Dieppe, qui ont signé et relayé la pétition intersyndicale "*Ni nationalisme xénophobe, ni*

ultralibéralisme austéritaire! Ni peste, ni choléra!"

Les militants syndicaux ont dénoncé le Front Républicain qui appelait à voter pour E. Macron sous couvert prétendument de "faire barrage" au Front National : "*nous refusons d'aller voter le 7 mai avec la logique du moins pire. (...) Il nous faut construire un pôle d'indépendance de classe, qui crie haut et fort, que nous ne sommes ni avec Macron, ni avec Le Pen.*"

... pour défendre l'indépendance de classe.

Pour notre part, nous avons manifesté auprès du collectif du Front Social qui s'est constitué après le Premier Tour Social, le 22 avril, Place de la République.

Notre banderole "*Ni*

peste, ni choléra, abstention !" a été extrêmement bien reçue par les jeunes qui ont chanté avec enthousiasme nos mots d'ordre "*Ni patrie, ni patron, ni Le Pen, ni Macron, la loi travail abrogation ! les lois racistes abrogation ! la loi sécurité abrogation !*"

Nous trouvons extrêmement dommage, que le Front Social n'ait pas porté jusqu'au bout la revendication "ni Peste ni Choléra" en appelant clairement à l'abstention pour le second tour. Cela aurait permis à une très grande partie de la jeunesse de se reconnaître dans le Front Social.

Cette occasion aurait également pu rassembler et unifier des campagnes tels que « Boycott élections 2017 », ou encore « #Sansmoile7mai# »

En effet, avec près de

300 grèves par jour en pleine campagne présidentielle dans toute la France pour défendre les emplois, les statuts, les conventions collectives, les travailleurs ont démontré que leur détermination n'avait pas faibli depuis la mobilisation contre la loi travail.

C'est la même politique de collaboration de classe des directions syndicales et politiques que nous retrouvons dans le vote Macron du second tour.

La lutte pour l'indépendance de classe des organisations ouvrières vis-à-vis du patronat, du gouvernement et des institutions européennes s'impose aujourd'hui pour tous les militants lutte de classe qui organisent la grève sur leurs lieux de travail ou leurs lieux d'étude.

7 et 8 mai 2017 : La politique d'E. Macron rejetée dans les urnes... et dans la rue !

Par Griselda

Dimanche 7 mai, le couperet est tombé ! Non, il n'y aura aucun soutien des travailleurs et des jeunes au gouvernement Macron et à sa politique.

En effet, près de 16 millions de personnes ont rejeté la politique d'Emmanuel Macron dans les urnes : 12 millions par l'abstention, 4 millions par des votes nuls ou blancs.

16 millions de personnes ont ainsi rejeté la politique des derniers gouvernements Chirac – Sarkozy – Hollande, qui ont tous mené une politique de privatisation des services publics, de destructions des conquêtes sociales, de répression anti-syndicale.

Ainsi donc la mascarade républicaine de 2002, le chantage à l'extrême droite dans lequel avait alors plongé le NPA – la LCR, son ancêtre, ayant appelé à voter J. Chirac à l'époque – n'aura pas



fonctionné 15 années plus tard. Lutte Ouvrière et le NPA se sont déterminés en fonction des accords électoraux en vue des élections législatives des 11 et 18 juin refusant ainsi de défendre une position d'indépendance de classe.

Les travailleurs et les jeunes ne les ont pas attendus, et se sont mobilisés à travers plusieurs initiatives unitaires contre la politique du futur gouvernement Macron.

Non seulement les conflits et les grèves se sont poursuivis pendant l'entre-deux-tours, mais les dirigeants syndicaux combattifs, ont préparé les conditions des

prochaines luttes en appelant à la mobilisation dès le 8 mai.

Des rassemblements et des manifestations ont ainsi eu lieu dans plusieurs villes. À Saint-Nazaire une centaine de personnes était rassemblée, tout comme à Tours, Nancy, Bordeaux ou encore Orléans.

C'est dans la ville du Havre, emblématique de la mobilisation contre la loi travail, que le premier rassemblement unitaire contre la politique du gouvernement Macron a eu lieu (CGT, Solidaires, FSU et UNEF).

Les revendications de cette intersyndicale étaient claires et combattives :

abrogation de la loi travail, défense des services publics, création d'emplois dans le secteur public et privé, augmentation des salaires, des pensions et des minimas sociaux.

Cette manifestation de lutte était la continuité du rassemblement du premier mai contre M. Le Pen et contre E. Macron. Et cela a également permis d'assurer le succès du rassemblement de soutien, à Reynald Kubecky, qui passait à nouveau en procès le 15 mai au Tribunal du Havre.

À Paris, nous avons participé à l'initiative du Front Social et la manifestation a rassemblé entre 7 000 et 10 000 personnes selon les organisateurs.

Nos deux banderoles « *Ni Peste, ni Choléra, Abstention !* » et également « *Pour Théo et tous les Autres, Justice !* », ont été très bien reçues en particulier chez les jeunes militants, et chez les étudiants.

Interview de Tarik assistant d'éducation, et d'Albelle, journaliste

L'Internationaliste :
Vous avez participé à notre campagne pour l'abstention lors du second tour de l'élection présidentielle « Ni Peste, ni Choléra, Abstention ! », quel est votre bilan de cette campagne ?

Tarik et Albelle :
Participer à cette campagne pour l'abstention c'était renouer avec l'engagement politique, par le militantisme, en dehors de tout sectarisme, dans une période où justement celui-ci commençait à reprendre du poil de la bête.

À vos côtés, nous avons participé aux mobilisations contre la loi travail avec l'espoir de faire reculer le gouvernement Hollande-Valls-Macron.

Nous étions abstentionnistes certes, mais à titre individuel : nous sommes devenus des abstentionnistes militants.

Tarik : C'était un élément mais qui ne représentait pas le cœur du programme politique du GSI.

Et l'abstention au second tour était en cohérence avec les revendications défendues lors du meeting pour le premier tour social du 13 avril qui étaient, je le rappelle : l'abrogation de la loi travail, l'arrêt de l'état d'urgence et le relâche de tous les militants syndicaux inculpés ou incarcérés.

Albelle : Entre les deux tours, l'abstention était devenue une hérésie, alors que dire de

l'abstention militante ! C'était hallucinant, à la fois désespérant et en même temps assez drôle.

Tarik : Le 1er mai on s'est fait harponner avec les camarades, en fin de manif, par un « citoyen démocrate » que notre slogan « *faisait gerber* » et qui, tout en déclarant qu'il « *prendrait les armes s'il le fallait* » s'en allait voter Macron le dimanche.

Alors que l'abstention était supérieure au nombre d'électeurs de Macron à l'issue du 1er tour on assistait à un extraordinaire renversement : la majorité était traitée en minorité.

Albelle : Tout cela se faisait au profit du Front Républicain c'est-à-dire du

maintien de la politique qui depuis des décennies s'appliquent partout en Europe.

Nous sommes certains d'une chose, c'est que la campagne pour l'abstention, a contribué à son humble mesure, à faire vaciller ce front républicain au profit d'un autre front qui aura bientôt de nouvelles batailles à livrer.

Pour nous les autruches ce sont les romantiques qui continuent de ne voir que la menace fasciste pour mieux feindre d'oublier avec l'accumulation du capital, l'exploitation et la violence de classe.

Relaxe et amnésie pour les 2028 militants réprimés

Par Griselda

Le 2 juin, à Lille, fief historique du Parti Socialiste, s'est tenu le premier meeting du quinquennat contre la répression.

Ce meeting était appelé par les syndicats CGT des hôpitaux de Wattrelos et de Roubaix initiateurs du premier tour social, la CGT CHRU de Lille, les unions locales CGT de Tourcoing et de Lille, l'USD Santé -Action Sociale Nord, et l'union départementale CGT du Nord.

Pour Pascal, de la CGT Educ'Action Nord, la répression contre les militants syndicaux s'aggrave et il s'agit aujourd'hui de défendre les libertés syndicales, c'est-à-dire « *la liberté d'organisation des salariés pour qu'ils puissent défendre leurs intérêts* ».

Étaient présents à ce

meeting une délégation du Front Social, des militants syndicaux de la CGT et de la CNT, mais également des avocats du barreau de Paris.

Après un court documentaire sur la répression dans la région, les militants ont rappelé les formes que prenaient la répression et la remise en cause des libertés syndicales.

Ils ont notamment évoqué : les licenciements dans les entreprises des délégués CGT, remise en cause de l'hébergement des organisations syndicales (UL, UD, syndicats) dans les bourses du travail, saccage de locaux syndicaux ou militants associatifs, répression policière, poursuites pénales.

Les participants ont ensuite eu un échange par Skype avec Elie Domota convoqué la veille au tribunal de grande instance de Pointe-à-

Pitre. (voir notre article à ce sujet).

Le co-secrétaire général de l'UGTG et dirigeant

du LKP, a apporté tout son « *soutien aux syndicalistes réprimés en France et vive la solidarité internationale !* ».

Sur les facs, l'abstention militante : un levier pour la mobilisation !

Par Keno

La campagne pour une participation étudiante au 1er tour social, manifestation la veille du 1er tour des élections présidentielles portée par plus de 50 syndicats et de nombreux collectifs pour un rendez-vous unitaire, a été portée sur les universités.

L'accueil globalement est positif, les étudiants comprennent qu'il n'y a pas de séparation à faire entre le monde du travail et celui des étudiants.

Directement ou indirectement, par la brutalité des contre-réformes de casse sociale des dernières années (et de finalisation du processus de privatisation de l'université qui les frappe), ils comprennent aussi qu'ils sont des travailleurs en formation et que l'avenir des travailleurs est aussi le leur.

C'est ce que montre l'intérêt qui est ressorti chez les étudiants des réunions publiques pour un 1er tour social à Paris 3 le 29 Mars et pour un 2nd tour social à Paris 7 le 26 avril qui ont été chacunes une réussite.

Ces rendez-vous en pleine période d'élections été l'occasion de rappeler qu'il n'y a que dans la lutte et la mobilisation des masses que nous pourrions améliorer nos conditions de vie, de travail et d'étude.

C'est dans le cadre du 2nd tour des élections présidentielles que nous avons défendu l'abstention militante,

au milieu du matraquage médiatique appelant à faire « barrage au FN ».

Malgré cette pression, non seulement le débat a été possible sur les facs, mais il se faisait déjà ; et beaucoup rejoignaient la position de l'abstention.

Une partie était pour s'abstenir dans l'optique de se mobiliser contre le prochain



Justice pour Clément Meric

Une délégation du GSI- UITQI a participé, samedi 3 juin à la manifestation pour exiger justice pour Clément Méric. Le militant antifasciste est mort lors d'une altercarde le 5 juin 2013. Cet étudiant parisien n'avait que 18 ans.

Environ un millier de jeunes, ont ainsi défilé de la Place de la République jusqu'à Gambetta. Les manifestants, demandaient justice pour Clément, mais se mobilisaient également « contre tous les racismes et l'extrême-droite ».

gouvernement ; ceux qui votaient par peur du FN ou pour « le moins pire » étaient réceptifs et validaient même le fait que Macron va appliquer une partie du programme de Le Pen et vice et versa.

Seul quelques rares fervents soutiens de Macron rejetaient violemment le débat

sur l'abstention, en criminalisant au passage les abstentionnistes.

La réunion du 3 mai à Paris 7 a organisé une discussion sur ce second tour des élections.

La politique d'E. Macron ne serait pas moins sécuritaire ou raciste que celle de Marine Le Pen, de même que celle déjà appliquée

que dans les universités, on comprend de plus en plus qu'il n'y a rien à attendre des élections pour proposer une alternative à la vision mortifère de la société que l'on propose aux jeunes.

De la même manière, pour les travailleurs comme pour les étudiants il n'y a pas d'illusions à avoir sur les bureaucrates des directions syndicales.

Ces dernières n'appellent pas à des grèves ou des mouvements nationaux, alors que le nouveau gouvernement de Macron compte sur les vacances d'été pour faire passer en force des ordonnances de destruction des acquis sociaux.

C'est en appelant à un mouvement unis sur des accords et des mots d'ordres clairs (au minimum abrogation de la loi travail, levée de l'état d'urgence, abrogation des lois sécuritaires et racistes, et désormais retrait des ordonnances Macron) en vue d'une grève générale que nous pourrions gagner, et cette réalité est de mieux en mieux comprise par les étudiants.

Travailleurs comme étudiants, pas de trêve électorale, pas de trêve estivale, tous dans la rue contre le nouveau gouvernement de la bourgeoisie ! Cela commence le 19 juin devant l'Assemblée Nationale !

Rendez-vous tous ensemble le 19 Juin contre Macron et son gouvernement par ordonnances !

(suite de la page 8)
nous faut continuer de développer partout où c'est possible la solidarité ouvrière et internationale.

À travers les motions, les manifestations et les rassemblements en Guadeloupe, mais également

en France, la campagne de soutien a payé. Le procès d'Elie Domota a été reporté au 6 juillet !

Le gouvernement par ordonnance tant voulu par Macron et sa clique, est un gouvernement de guerre.

L'appareil d'état se

prépare à réprimer de plus en plus durement le mouvement ouvrier, y compris à confisquer les caisses de grève comme l'avait fait M. Thatcher pour écraser les grèves des travailleurs, en Angleterre, dans les années 1980.

Vérité et justice pour les massacres de mai 67 !

De Paris à Pointe-à-Pitre : Tout notre soutien à Élie Domota et au LKP !

Vive la lutte du peuple guadeloupéen !

Guadeloupe : Justice pour les victimes du massacre de mai 67

Par Griselda et Loïc

Samedi 27 mai 2017, le **Kolèktif Doubout Pou Mé 67** [Debout pour Mai 67] appelait à une marche de commémoration à Paris en hommage aux militants et à tous les guadeloupéens assassinés.

Des militants du GSI et de Solidaires-Etudiant-e-s Paris 3 a participé à cette manifestation au nom de la solidarité internationale, en soutien aux revendications du peuple guadeloupéen : « *vérité et justice, reconnaissance de ce crime colonial, condamnation de l'état responsable* ».

La commémoration de ces massacres était d'une grande actualité, puisque le co-secrétaire général de l'UGTG (Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens) et porte-parole du LKP (collectif contre l'exploitation outrancière), Elie Domota passait en procès mercredi 31 mai au Tribunal de Grande Instance de Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe.

Que s'est-il passé en Mai 1967 ?

Le 26 mai 1967, à Pointe-à-Pitre, les ouvriers du bâtiment sont rassemblés, ainsi que leurs soutiens, devant la Chambre de Commerce.

En effet, les ouvriers sont en grève depuis deux jours afin d'obtenir une augmentation de salaire de 2 %, et des négociations s'ouvrent avec le patronat.

Le patronat choisit de rompre les négociations, et l'un de ses membres dit « *Quand les nègres auront faim, ils reprendront le travail* ».

Les manifestants l'apprennent et commencent à s'affronter avec les forces de l'ordre. Les gendarmes mobiles tirent alors sur la foule !

Plusieurs manifestants meurent instantanément.

Suite à ces premiers coups de feu, les manifestants sont dispersés. Mais l'état colonial français ne s'arrête pas là : pendant trois jours, il va faire régner la terreur, en tirant sur la population et sur tous les individus qu'il estimera « suspects ».

À ce jour, le gouvernement ou « la France hexagonale » comme l'appellent les Guadeloupéens, n'a jamais reconnu ces massacres. Le nombre de morts tués par les gendarmes reste indéterminé.



Les militants et les familles des victimes estiment qu'il y a eu une centaine de morts. Aujourd'hui encore seulement quelques victimes ont été clairement identifiées : Jacques Nestor, Georges Zadig Gougougnam, Ary Pincemaille, Emmanuel Craverie, Jules Kancel, Camille Taret, Gildas Landrée, Olivier Tidas et Fengarol.

C'est la raison pour laquelle le peuple guadeloupéen revendique également « *l'ouverture totale des archives* » classées secret défense jusqu'à 2017, ainsi que des « *réparations liées aux préjudices subis pour les victimes et leurs familles* ».

Les militants

syndicalistes indépendantistes guadeloupéens ont alors connu la brutalité de la répression coloniale, mais ils ont également souffert du manque de solidarité des organisations ouvrières françaises de l'époque.

Le Parti Socialiste de l'époque et le Parti Communiste n'avaient pas apporté leur soutien aux organisations guadeloupéenne et à la population.

Sous couvert de défendre l'intérêt du peuple guadeloupéen dans le cadre d'une départementalisation au sein des institutions de la 5e

dire son indépendance.

Solidarité internationale !

Le 27 mai dernier, la marche a débuté sur des prises de paroles des organisateurs du Kolèktif Doubout Pou Mé 67, qui ont insisté sur la nécessité de lever le « *silence autour de mai 67* » dans un « *esprit d'unité* ».

Ainsi les mots d'ordres les plus repris étaient « *Vérité, Justice, et Réparation* », « *Assez, assez de répression !* », « *Guadeloupe, Guyane, et Kanaky, il est fini, le temps des colonies !* »

Étaient présentes à cette manifestation des délégations de Sud PTT, de la CNT Construction, de Sortir du Colonialisme, d'organisations kanakes comme l'USTKE.

Nous étions présents avec les camarades de Solidaires Etudiants Paris 3. Remarquant la banderole « *Tout notre soutien à Elie Domota et au LKP* », nous avons été accueillis chaleureusement par les organisateurs.

Ces initiatives de solidarité internationale se sont poursuivies. Au moment où l'on nous faisait l'honneur d'être en tête du cortège à Paris, une délégation du Front Social se rendait à Pointe-à-Pitre pour apporter son soutien au procès d'Élie Domota ... en Guadeloupe !

La présence de cette délégation et le soutien financier de 15 000 euros apporté aux travailleurs de la banane contre « ces saletés de patrons » s'inscrit dans la continuité de ces initiatives internationales.

Comme nous le faisons depuis le meeting du Premier tour Social du 13 avril à la Bourse du Travail de Paris, il

(suite en page 7)

Cent ans de la Révolution Russe (5)

Révolution et contre-révolution

Par Jean-Louis

Nous sommes en juin 1917. Alors que les soviets s'étendent en Russie et touchent les campagnes les plus profondes, la contre-révolution espère toucher au but en s'appuyant sur les tendances conciliatrices des dirigeants des soviets, encore majoritairement mencheviks et socialistes révolutionnaires, alors que des ministres de ces derniers partis siègent au gouvernement provisoire.

En effet, les événements en cours en juin 1917 montrent à quel point une situation révolutionnaire peut être faite d'un mélange de révolution et de contre-révolution, d'avancées et de reculs ; comment le gouvernement provisoire multiplie les tentatives pour reprendre l'initiative en lançant une offensive militaire dont il espère la victoire et comment les bolcheviks renforcent tous les jours leur influence sans toutefois, encore à ce stade, être majoritaire dans les soviets. Comme si la lutte des classes s'engageait dans une course de vitesse, une lutte à mort en réalité.

Ainsi, le premier congrès panrusse des soviets se réunit à Pétersbourg du 3 au 24 juin. Il compte 283 SR, 248 mencheviks, 105 bolcheviks, 73 sans parti et des délégués représentant des groupes socialistes minoritaires.

Les bolcheviks se prononcent pour la lutte contre la guerre, le refus de tout soutien au gouvernement provisoire, l'édification d'une République des Soviets, la distribution de la terre aux paysans, le contrôle des ouvriers sur la production et la répartition des produits. Ils constatent la progression de leur influence, notamment à Pétersbourg et à Moscou.

Les soldats, marins et ouvriers de Pétersbourg sont conscients que le gouvernement provisoire prépare une offensive militaire. Ils y sont opposés et s'inquiètent de la remise en cause de l'ordonnance (« Prikaz ») n°1 du soviet de Pétersbourg sous prétexte d'une « déclaration des droits du soldat » et surtout de l'éventualité de leur envoi au front qui affaiblirait les soviets.

Le 10 juin, les bolcheviks ont prévu d'organiser une manifestation



en direction du congrès des soviets sous le mot d'ordre « À bas les 10 ministres capitalistes ». C'est l'exigence que mencheviks et SR rompent avec la bourgeoisie. Dès l'annonce de la manifestation, Tchkhéidzé fit voter par le congrès une résolution interdisant toute manifestation pour 3 jours, alors que de son côté Milioukov appelle les cosaques à en finir avec les bolcheviks...

Ces derniers préfèrent annuler la manifestation, face à un bloc qui va des mencheviks aux KD, et devant le risque d'une provocation. Cependant Tséréteïli veut profiter de la situation pour appeler au désarmement des bolcheviks et se voit opposer un refus de la part du congrès et même une réplique cinglante du menchevik Martov : « Ce n'est

pas du fond de la paysannerie que Tséréteïli tire les idées qui le guident ; le groupe des cadets de droite, le groupe des capitalistes, le groupe des propriétaires nobles, le groupe des impérialistes, les bourgeois de l'Occident – voilà ceux qui exigent le désarmement des ouvriers et des soldats. ».

Une manifestation sans armes est appelé par le congrès des soviets dans les grandes villes pour le 18 juin et, comme en passant, ce même congrès supprime la douma

d'empire et convoque l'assemblée constituante pour le 30 septembre ! La situation politique est telle que, même dominé par les mencheviks et les SR, le congrès des soviets conteste dans les faits et bien qu'il s'en défende les « prérogatives » du gouvernement provisoire dont sont membres les mencheviks et les SR ! La réalité du pouvoir est bien dans les mains des soviets.

Le 18 juin, le ministre de la guerre et de la marine, A. Kerensky lance une offensive contre les forces austro-hongroises.

Le 18 juin, dans les manifestations appelées par le congrès des soviets, les mots d'ordre qui dominent largement sont « À bas les traités secrets ! », « Arrêtez la guerre ! », « À bas les dix

Le 26 juin 1917, la Courtine, dans la Creuse

Ce jour-là les premiers soldats russes arrivent au camp militaire. D'un commun accord, l'état-major de l'armée française et le gouvernement provisoire russe ont décidé de les retirer du front pour éviter la contagion révolutionnaire et mieux pouvoir les réprimer.

L'offensive Nivelle vient d'échouer et les mutineries se multiplient dans l'armée française. Les ouvrières qui ont été envoyées à l'usine remplacer les hommes, au front, multiplient les grèves – le même phénomène se produit en Allemagne où le caractère politique des grèves est encore plus marqué.

Les soldats russes envoyés en France par le Tsar ont élu des comités, conformément à l'ordonnance n°1 du soviet de Pétersbourg. Stationnés dans les Vosges et la Marne, ils ont manifesté le premier mai ; l'attaché militaire russe qui est ensuite venu haranguer les troupes a dû partir précipitamment sous les huées.

Près de 17 mille soldats russes en tout seront regroupés à la Courtine avant que, le 16 septembre, le camp soit pilonné avec des obus de 75 par l'armée française pendant que des troupes loyales au gouvernement provisoire russe ouvrent le feu à la mitrailleuse contre les mutins qui finissent par se rendre.

Les délégués des soviets de soldats sont fusillés, les autres mutins sont condamnés aux travaux forcés et déportés dans les colonies africaines de l'impérialisme français.

ministres capitalistes ! », « *Tout le pouvoir aux soviets !* », c'est-à-dire les mots d'ordre des bolcheviks dont l'influence réelle éclate au grand jour.

Le 19 juin une manifestation « patriotique » a lieu à Pétersbourg à l'appel de

KD, les manifestants brandissant le portrait du SR Kérenski. Désormais dans les grandes villes les rythmes s'accroissent, la situation politique se tend.

La presse bolchevik tente de retenir ceux qui souhaitent en découdre rapidement avec le gouvernement provisoire. Les

heurts se multiplient entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires. La réaction est trop faible pour en finir avec la révolution.

Les villes sont en avance sur les campagnes et les soldats de Péterbourg sont prêts à en finir avec Lvov, Miliokov et Kérenski cependant que les soldats du

front penchent de plus en plus en faveur des bolcheviks mais, majoritairement toujours, ils laissent une dernière chance à l'offensive Kérenski : le jusqu'au-boutisme révolutionnaire joue son va tout.

Juin 1917 se termine dans une effervescence qui fait craindre à Lénine et à Trotsky

que l'empressement qui s'est saisi des masses des grandes villes, alors que les soviets sont tout juste apparus dans les campagnes profondes et que les bolcheviks ne sont majoritaires que dans les plus grandes villes n'ouvre une opportunité à la contre-révolution.

Brésil : Dehors Temer ! À bas les réformes ! Grève générale maintenant !

Par Miguel Lamas

Le Brésil subit une crise politique énorme depuis plus d'un an. Il y a eu d'énormes mobilisations populaires contre les plans d'ajustement et la corruption des partis du régime, il y a eu la destitution parlementaire de Dilma Rousseff, et il y a eu la grande grève générale le 28 avril dernier.

Le président Michel Temer est maintenant dos au mur. En tant que vice-président de Dilma, Temer a assumé la présidence après l'« impeachment » dans un contexte d'un grand rejet, il a donc essayé d'accroître l'ajustement.

Il a aujourd'hui seulement 4 % de soutien de la population et apparaît dans des enregistrements audio où il garantit le paiement de pots-de-vin à son allié Eduardo Cunha, ex-président du Congrès condamné pour corruption.

La crise paraît interminable. Les trois principaux partis qui ont gouverné le Brésil ces dernières décennies, le PSDB (Parti de la social-démocratie brésilienne), le PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien) de centre-droit et le Parti des Travailleurs (PT) de gauche, ont reçu des dessous de table des grands chefs d'entreprise afin d'être favorisés pour signer des contrats publics.



La crise n'a pas éclaté à cause de l'existence de « juges incorruptibles » ou de chefs d'entreprise qui dénoncent les politiciens corrompus parce qu'ils se sont repentis et qu'ils se sont devenus « honnêtes », mais grâce aux grandes mobilisations populaires qui ont provoqué des ruptures dans le régime.

C'est dans ce cadre que sont apparues les dénonciations et les contre-dénonciations qui ont démasqué le fonctionnement de la « démocratie » des capitalistes.

Le chef d'entreprise qui a enregistré Temer, avec un dictaphone dans sa poche, a lui aussi dit qu'il avait financé les campagnes du PT à hauteur de 150 millions de dollars.

Une des conséquences des mobilisations et des dénonciations, est que Temer n'arrive pas à faire approuver la contre-réforme du travail et des retraites, qui est un énorme plan d'ajustement contre les travailleurs.

Il est maintenant sur le point d'être écarté de la présidence. Ces derniers jours des centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues pour exiger : Dehors Temer !

Lula, qui a aussi été « favorisé » par la corruption, est déjà candidat pour les élections de 2018, et bien que le PT ait souffert de la perte d'une grande partie de sa base ouvrière, il aspire à gagner les élections avec le financement des chefs d'entreprise et le soutien de la bureaucratie syndicale de la CUT (Centrale unique des travailleurs).

Le vieux centre-droit du PMDB et du PSDB n'a aucun candidat sérieux à présenter. Aécio Neves, le candidat qui a unifié la vieille droite lors des dernières élections, est aussi impliqué dans les affaires de corruption.

C'est pourquoi les syndicats contrôlés par la bureaucratie du PT réclament des « élections anticipées », au

lieu de combattre pour chasser Temer par la mobilisation ouvrière et pour mettre en échec ses réformes réactionnaires.

Face à ce tableau, le Courant Socialiste des Travailleurs (CST) courant interne du PSOL et section officielle de l'UIT-QI, a publié le 22 mai une déclaration dont nous présentons ici des extraits :

Que les centrales syndicales appellent à une nouvelle grève générale !

« Une grève générale puissante a secoué le pays le 28 avril, contre les réformes de la sécurité sociale, du travail et la sous-traitance et pour chasser Temer. La grève générale a été précédée de grandes manifestations les 8, 15 et 31 mars, qui ont mené de nombreuses personnes dans la rues contre le gouvernement et contre ses attaques.

La popularité de Temer est tombée à 4 %, ce qui a affaibli les capacités du gouvernement à faire approuver les réformes au Congrès National.

L'avancée des mobilisations a ouvert une crise énorme dans les hautes sphères qui dirigent le pays.

L'affaiblissement complet du gouvernement a produit une avancée dans les enquêtes qui ont conduit à l'enregistrement audio de Temer dans lequel il donnait

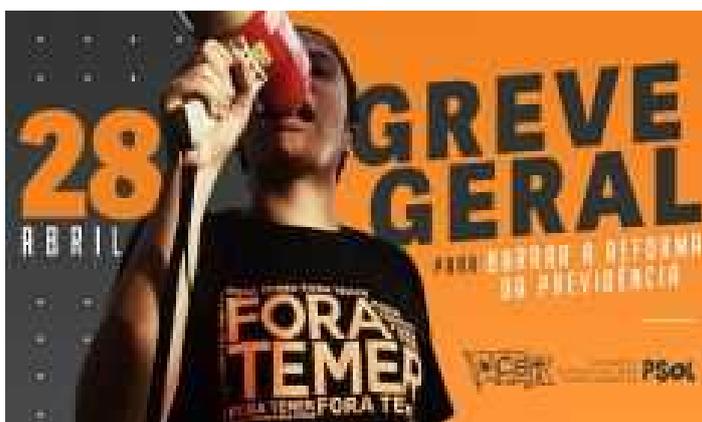
son aval pour que le propriétaire de l'entreprise frigorifique JBS achète le silence d'Eduardo Cunha.

Les enregistrements compromettent aussi le PSDB, le principal allié de Temer, et le PMDB. Aécio Neves a été filmé en train de demander 2 millions de Reais (presque 700 000 dollars) au propriétaire de JBS. Face à cette situation d'usure totale du gouvernement, l'impérialisme et la bourgeoisie essaient de trouver une autre sortie pour faire passer les attaques contre les droits de la classe ouvrière et de la population en général [...]

Il est nécessaire d'organiser une nouvelle Grève Générale pour la première semaine de juin !

La classe travailleuse, la jeunesse et les mouvements sociaux doivent immédiatement occuper les rues pour renverser Temer et mettre fin aux réformes [...]

Il est nécessaire d'intensifier les mobilisations et que les centrales syndicales appellent immédiatement à une nouvelle grève générale. Les travailleurs et la jeunesse ne



peuvent faire de trêve avec les corrompus qui veulent attaquer les droits historiques conquis de haute lutte [...]

La chute de Temer est imminente et ouvre un vide de pouvoir dans le pays. Les partis et les organisations de gauche comme le PSOL, le PSTU, le PCB, le MAIS, l'UP, les mouvements sociaux et les organismes comme le MTST,

CSP-Conlutas, l'Intersyndicale, l'Andes-SN, la Fasubra et le Front de Gauche Socialiste ont besoin d'organiser une grande réunion nationale pour débattre de la construction d'une alternative politique, qui s'oppose aussi bien à la vieille droite du PSDB, du PMDB et de ses satellites, qu'aux vieilles directions lulistes du PT et du PCdoB.

Dehors Temer ! Que les centrales syndicales appellent à une grève générale maintenant ! Pour un plan économique alternatif ! Fin des réformes de la sécurité sociale, du travail et de la sous-traitance ! Prison pour tous les corrompus ! Combattre pour un gouvernement de gauche, des travailleurs et du peuple !

Assez de famine et de répression au Venezuela !

Déclaration de l'Unité Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

Au Venezuela, depuis plus de 40 jours, a lieu une rébellion populaire. Des milliers de jeunes, de travailleurs et d'habitants de différentes communautés sont mobilisés dans tout le pays contre le gouvernement de Nicolás Maduro, gouvernement corrompu qui affame et qui réprime.

De plus en plus de secteurs populaires – et toujours avec plus de force – viennent se joindre à la mobilisation, secteurs de quartiers traditionnellement pro-Chavez.

En plus des manifestations massives qui ont eu lieu à Caracas et dans d'autres villes et villages, il y a eu des concerts de casseroles ainsi que des pillages dans des quartiers ouvriers et populaires comme à El Valle, à 5 de Julio dans la localité de Petare et à Baruta à Caracas ; tout le sud de la ville de Valence dans le

centre du pays a été en insurrection plus d'une semaine ; dans les états frontaliers avec la Colombie, Táchira et Mérida, il y a eu des rassemblements dans les villes de San Cristóbal, et dans les villes paysannes comme Santa Cruz de Mora.

Maduro a dit que ce qui se passe au Venezuela « sont des plans putschistes type Pinochet » pour démolir son gouvernement et que tout ce qui arrive est organisé par « des bandes fascistes » payées par « l'Empire ». Il est allé jusqu'à dire que les « chavistes seraient les juifs du 21e siècle » (en référence à l'Holocauste nazi).

Il nage complètement hors de la réalité. Certaines secteurs de la gauche mondiale croient à ce mensonge, et sont dans la confusion à cause de la tentative de coup d'état pro-impérialiste contre Chávez en 2002. La situation est désormais toute autre.

Les gens sont descendus dans la rue à cause de la faim et de la pénurie des produits de base et l'opposition politique réclame des élections libres que Maduro refuse d'accorder. Celui qui agit de manière totalitaire c'est Maduro. Celui qui utilise les forces de l'ordre et l'Armée pour réprimer le peuple c'est Maduro.

C'est son gouvernement qui a militarisé l'état de Táchira en raison de la rébellion et du soulèvement populaire. C'est son gouvernement qui, en s'appuyant sur l'Armée, a envoyé des manifestants emprisonnés devant des tribunaux militaires. C'est sa répression qui a provoqué déjà environ 40 morts et des centaines de blessés.

Ceux qui manifestent dans la rue ne sont pas « des bandes fascistes » mais un peuple et une jeunesse désespérée par la faim, la pénurie des produits de base, la

répression et la perte des illusions envers les dirigeants qui disaient être « du peuple ».

Le peuple travailleur vénézuélien s'enfonce dans la crise économique la plus profonde de son histoire. Tandis que le gouvernement Maduro et le PSUV (Parti Socialiste Unifié du Venezuela, parti créé en 2007 parti H. Chávez NdT) se présentent au monde comme « socialistes », ils appliquent un plan d'ajustement pour payer ponctuellement la dette externe.

Durant ces trois dernières années, le gouvernement a réduit d'un tiers les importations afin de payer 70 milliards de dollars de dette, ce qui a provoqué cette pénurie généralisée. L'inflation a atteint 600 % en 2016. Le salaire minimum a été réduit à 30 dollars par mois.

Ces manifestations, qui se sont généralisées à tout le

pays, sont l'expression du mécontentement profond et du rejet de Nicolás Maduro.

Son gouvernement n'est pas de gauche. C'est un gouvernement militaro-civil d'un faux socialisme qui tue le peuple par la famine, qui est incapable de garantir les produits alimentaires de base aux Vénézuéliens. C'est un

Dans ce cadre, et sous la pression des manifestations, le gouvernement convoque une Assemblée Constituante antidémocratique et frauduleuse, sans élections libres. La moitié des 500 membres serait choisie par des organisations « communales » ou sociales et serait bureaucratiquement contrôlée

qui essaye de capitaliser le véritable mécontentement populaire. La MUD n'appelle pas à mettre en échec les plans d'ajustement, et ne questionne pas le paiement de la dette. Au contraire, ils cherchent le pouvoir pour approfondir les contre-réformes. C'est pour cela que les manifestations vont au-delà des appels de la MUD,

Socialisme et Liberté (PSL) – le pose, nous disons que la seule sortie est un gouvernement des travailleurs et des organisations populaires qui applique un plan économique d'urgence au service des travailleurs et du peuple. Un gouvernement qui applique des mesures comme l'annulation du paiement de la



gouvernement qui paie la dette et qui donne des millions de dollars à des entreprises privées et qui a bradé le pétrole aux transnationales par le biais de sociétés mixtes, et qui est sur le point de livrer les richesses minières de ce qu'on appelle l'Arc Minier de l'Orénoque dans le sud-est du pays.

Le comble de ce faux anti-impérialisme est que l'on a su que le gouvernement de Maduro a donné 500 000 dollars lors de l'investiture de Trump par l'intermédiaire d'une « donation » de l'entreprise Citgo, qui est le représentant de PDVSA (compagnie pétrolière appartenant à l'État vénézuélien NdT) aux Etats-Unis. La gauche mondiale ne peut pas ignorer tous ces faits.

par le PSUV.

Et l'autre moitié dans le cadre « d'élections territoriales » dont personne ne sait de quoi il s'agit. C'est une constituante à la mesure du gouvernement pour se maintenir au pouvoir et continuer à avancer dans l'instrumentalisation de mesures qui restreignent les libertés démocratiques et continuer à appliquer des plans d'ajustement.

Pour toutes ces raisons, en tant que représentants de la gauche révolutionnaire, nous soutenons la rébellion populaire qui réclame que Maduro s'en aille.

Nous ne soutenons pas la vieille opposition patronale de droite et pro-impérialiste regroupée dans la Table de l'Unité Démocratique (MUD),

et de plus en plus d'habitants des quartiers populaires s'y joignent, quartiers traditionnellement liés au chavisme.

C'est pourquoi, avec la mobilisation il est nécessaire de continuer à impulser la formation d'une alternative politique de la gauche et du peuple travailleur indépendant du PSUV et de la MUD. En ce sens des avancées ont été faites avec le regroupement de la « Plate-forme du Peuple en Lutte et du chavisme critique » qui regroupe aussi bien des secteurs de la gauche chaviste que des secteurs non chavistes, comme le Parti Socialisme et Liberté (PSL).

Maduro doit partir grâce à la mobilisation ouvrière et populaire et comme notre section au Venezuela – le Parti

dette, entre autres, et qui utilise cet argent pour effectuer d'urgentes importations alimentaires et médicales pour dépasser la grave crise sociale.

Dans ce sens, nous appelons à exprimer la solidarité internationale avec la lutte du peuple vénézuélien pour en finir avec la répression et avec cette catastrophe économique et sociale.

Assez de faim et de répression au Venezuela !

Non aux tribunaux militaires !

Non à la Constituante frauduleuse !

Dehors Maduro !

18 mai 2017

Je m'abonne à L'Internationaliste

Abonnement à partir du n° Renouvellement

Nom Adresse Code postale

Prénom Ville Signature :

Tarifs : Pour 6 numéros, 12 € (16 € en soutien) ou pour 12 € numéros, 24 € (30 € en soutien).

bulletin à renvoyer à : A.P.L.I.D.O c/o AGECA service boîte postale 177 rue de Charonne 75011 Paris.